



INTERNATIONAL Paris et Berlin affichent leur coopération militaire

Le chancelier Friedrich Merz devait recevoir, vendredi, Emmanuel Macron pour un conseil de défense commun

Les deux hommes ont franchi les portes du château de Bensberg, côte à côte et marchant d'un même pas, affichant la résilience d'un vieux couple capable de surmonter les dissensions passagères. De la petite ville allemande de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où ils dînaient en tête à tête, jeudi 16 juillet, avant de présider, le lendemain, à Brühl, non loin de Cologne, un conseil de défense commun puis le traditionnel conseil des ministres franco-allemand, Emmanuel Macron et le chancelier allemand, Friedrich Merz, devaient lever les malentendus de ces derniers mois. Il s'agit, selon les dires de l'Élysée, de faire « rebondir » la relation entre les deux pays. « On n'a pas de temps à perdre », presse un diplomate allemand, rappelant qu'il s'agit du dernier conseil franco-allemand du président de la République avant l'élection présidentielle française, prévue au printemps 2027.

Le retour de la guerre sur le Vieux Continent a fait de la construction d'une défense européenne une priorité, à Paris comme à Berlin. La présence de troupes allemandes parmi les forces de la coalition des volontaires soutenant l'Ukraine au défilé du 14-juillet, sur les Champs-Élysées, était un premier geste. Celui d'une « Europe de la puissance, qui conjugue nos forces », s'est félicité, à Bensberg, M. Macron.

« L'autonomie stratégique de l'Europe, qui a longtemps été une obsession française en

même temps qu'une source d'embarras pour les Allemands et d'irritation pour les Britanniques, est aujourd'hui devenue, nolens volens, une nécessité », écrivait pour sa part, le 4 juin, dans la revue *Le Grand Continent*, Franziska Brantner, coprésidente des Verts allemands et spécialiste de politique internationale.

Après avoir envahi l'Ukraine, enivré par le fantasme de restaurer un ersatz de l'empire soviétique, le président russe, Vladimir Poutine, envisage d'autres proies pour tester la résistance d'une Europe que les États-Unis de Donald Trump méprisent et menacent d'abandonner. Le chef de la Maison Blanche a confirmé avec brutalité ce que le Vieux Continent refusait de voir ces dernières années : l'Europe ne peut plus totalement déléguer sa sécurité à son allié américain.

« Germany First »

L'Allemagne, profondément atlantiste depuis 1949, a opéré un changement de posture ces derniers mois, en se distanciant de Washington et en investissant massivement dans son armée. Le verrou historique du frein à la dette levé, Friedrich Merz assumait, en février, l'ambition de faire de la Bundeswehr « l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe ». Las. Au-delà de réveiller les fantômes du passé, ce propos maladroît qui visait, assure un diplomate allemand, à défier Vladimir Poutine, a inquiété

une partie des capitales européennes, dont Paris. L'Allemagne n'était plus lancée dans un projet européen, mais faisait cavalier seul, pour privilégier son industrie militaire à l'heure où l'économie, outre-Rhin, est à la peine.

L'abandon, officialisé par Berlin le 8 juin, du projet d'avion de combat de nouvelle génération franco-allemand, pilier central du système de combat aérien du futur (SCAF), a symbolisé cette coopération bilatérale à la peine. L'achat de missiles de longue portée américains Tomahawk, dévoilé par M. Merz le 9 juillet, lors d'une intervention au Bundestag, n'aura qu'accentué l'incompréhension de la France, qui espérait voir Berlin se rendre moins dépendant du Pentagone. « Nos autorités savent désormais que l'Allemagne n'a nullement l'intention de développer des projets d'armement avec la France, mais plutôt d'utiliser ses capacités budgétaires pour sa propre industrie, quitte à le faire sous licence américaine », tranchait, sur X, le 10 juillet, Gérard Araud, ancien ambassadeur de France aux États-Unis.

« La logique allemande, c'est "Germany First" : puisque nos alliés ne sont plus fiables, on va regarder par nous-mêmes comment se défendre en recherchant nos intérêts. Cela peut passer par des alliances avec les Français, notamment sur la dissuasion nucléaire avancée [proposée par Emmanuel Macron en mars], mais aussi par des accords avec les Amé-



ricains sur les questions de l'industrie de défense», analyse Paul Maurice, secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes à l'Institut français des relations internationales.

Les images des dirigeants français et allemand à Brühl – où, avant eux, Charles de Gaulle et Konrad Adenauer avaient pensé, en 1962, le futur traité de l'Elysée –, doivent gommer cette impression d'une Allemagne solitaire. « On ne veut pas que l'échec du SCAF laisse penser que l'Allemagne veut faire son avion de combat seule », appuie un diplomate allemand. Berlin et Paris entendent insister sur les domaines où la coopération progresse, notamment sur le volet de la dissuasion nucléaire avancée.

Pour incarner cette entente stratégique, le conseil de défense franco-allemand devait se tenir, vendredi, sur la base aérienne de Nörvenich, où un Rafale français, capable de porter le feu nucléaire, et un Eurofighter devaient faire le plein. Cette coopération militaire devrait se poursuivre à l'automne, avec la participation de soldats allemands à une manœuvre nucléaire française. « La dissuasion avancée, cela signifie qu'on examinera avec l'Allemagne toute la gamme possible de signalements », déclare l'Elysée, confirmant la participation allemande au développement de capacités de détection et d'alerte de menaces balistiques et

hypersoniques. « L'enjeu est de pouvoir avancer non seulement sur le secteur spatial, mais également sur le secteur terrestre des radars », précise-t-on rue du Faubourg-Saint-Honoré.

« Changer de logique »

Berlin avait déjà annoncé, le 13 juillet, prendre part au projet de développement de missiles antimissiles dans le cadre de la coalition à laquelle participe également l'Ukraine. « Nous avons toujours plaidé auprès de l'Allemagne pour l'importance d'une solution souveraine européenne dans ce domaine, et nous continuerons de le faire à Cologne », assure-t-on à Paris. Enfin, l'Allemagne participe aux travaux liés au programme ELSA (European Long-Range Strike Approach ou Approche européenne de frappe à longue portée), visant à développer des armes de frappe en profondeur en Europe.

Pour tourner la page de l'abandon du SCAF, lié à une mésentente entre industriels, la ministre des armées, Catherine Vautrin, et son homologue allemand, Boris Pistorius, devaient aussi se mettre d'accord sur la création d'une structure de gouvernance pour gérer les futurs projets d'armement franco-allemands.

« L'idée, c'est de changer de logique pour éviter que le politique impose ses vues aux industriels. A l'avenir, il s'agira d'identifier les besoins opérationnels et ensuite, seu-

lement, de décider politiquement comment on les réalise », explique une source diplomatique allemande. « Le couple franco-allemand tâche de sanctuariser une coopération militaire pour que même un gouvernement du Rassemblement national hésite avant de défaire cette nouvelle intégration », observe Jacob Ross, spécialiste de la relation franco-allemande au German Council on Foreign Relations, le conseil des relations étrangères allemand.

Moins d'un an avant son départ de l'Elysée, le président français ne peut toutefois s'enorgueillir d'avoir tout à fait converti Berlin, son partenaire essentiel, aux vertus de l'autonomie stratégique européenne. L'Allemagne doute que l'Europe parvienne, à court terme, à se défendre seule et, dans l'attente, tâche de préserver le lien avec les Etats-Unis même s'il faut, pour cela, composer avec les humeurs erratiques de Donald Trump. ■

CLAIRE GATINOIS

L'abandon du projet d'avion de combat SCAF a symbolisé une coopération bilatérale à la peine





Le président français, Emmanuel Macron, et le chancelier allemand, Friedrich Merz, à Paris, le 13 juillet. JULIEN MUGUET POUR «LE MONDE»

